



## CONTRIBUTION À LA RÉFLEXION À L'ENTRÉE DU CDFN NOVEMBRE 2014

**Violences d'état : violence d'un gouvernement qui assène ses choix et les impose sans tenir compte des contestations légitimes de la population ; violence d'un pouvoir ultra autoritaire qui réprime, interdit, expulse, enferme,, blesse ... allant jusqu'à l'irréparable, jusqu'à tuer un manifestant.**

**A Sivens, un homme en est mort. Ce meurtre d'état est intolérable.**

La mort de Rémi Fraisse est inacceptable : ce jeune militant écologiste a été victime d'une bavure policière, une première depuis Malik Oussekine en 1986,. Ces grands projets inutiles et dangereux pour l'environnement (barrage de Sivens, NDDL, ferme des 1000 vaches...,) sont le symbole d'une économie productiviste capitaliste et le gouvernement réprime avec forces les mobilisations s'y opposant.

Le gouvernement poursuit la criminalisation du mouvement social. En plus des violences contre les manifestant-e-s à Sivens ou NDDL, des syndicalistes de la Confédération Paysanne sont condamnés pour leur action contre la ferme des 1000 vaches, le parquet fait appel de la relaxe d'Alain Pojolat...

La continuité se lit également dans la politique migratoire inhumaine, le démantèlement des camps de Roms, les expulsion des sans papiers....

Des mobilisations, investies notamment par les jeunes, avec le RESF et des organisations « nouvelles » s'organisent en riposte. Le mouvement syndical classique doit davantage s'y impliquer.

### **Ces gouvernants, que nous combattons**

Le budget 2015 est le symbole de la politique économique du gouvernement, avec notamment la mise en musique du pacte de responsabilité. Il acte 21 Mds d'€ de baisse des dépenses publiques et confirme une orientation austéritaire aux conséquences dramatiques, pour la population, pour les services publics et leurs agents.... Dans ce contexte, le projet de réforme territoriale porte de nouveaux coups à l'Etat social et livre territoires, services publics et populations à la compétition libérale.

Dans le même temps, le patronat monte d'un cran dans ses exigences avec la "simplification" du droit du travail ou encore la libéralisation du travail le dimanche. Et ces provocations à l'égard du salariat trouvent un écho favorable auprès du gouvernement avec un ministre de l'économie qui reprend à son compte la volonté d'un contrat unique. Si les organisations syndicales dénoncent ces provocations, la construction de la nécessaire mobilisation interprofessionnelle n'est pas encore à l'agenda de toutes les organisations.

## Bilan mi-mandat : cuisant échec

De plus en plus d'économistes rejoignent l'analyse que cette austérité nous conduit dans le mur. Le record historique du nombre de demandeur-es d'emplois en septembre, la paupérisation croissante, l'augmentation des inégalités sont autant de marqueurs de l'inefficacité de cette politique anti-sociale. Les nouvelles mesures fiscales (fin de l'universalité des allocations familiales, suppression de la première tranche des impôts) vont à l'encontre

**Dans l'éducation**, ministère pourtant "prioritaire", le bilan est clair : peu de moyens et pas d'améliorations au quotidien. Au contraire, la réforme des rythmes, contestée par tous-tes, les effectifs de classes toujours aussi élevés, les absences toujours non remplacées, la précarité aggravée... contribuent à dégrader les conditions de travail des enseignants et d'apprentissage des élèves. Dans le supérieur, le budget tronqué hypothèque le financement des derniers mois de l'année...

Les choix des politiques éducatives sont mauvais. La consultation sur le socle a laissé la profession sceptique sur sa pertinence. La dilution annoncée des Segpa ne cesse d'inquiéter. L'apprentissage, présenté comme seul remède au décrochage et à l'échec scolaire, signe un renoncement à faire réussir tous les élèves au sein de l'école. La gouvernance sévit toujours et renforce la caporalisation de nos métiers. La préparation de la rentrée 2015 s'annonce très tendue, dans le premier et le second degré. Le budget 2015 n'apportera aucune souplesse, les

### Donner des perspectives

La situation économique, politique et sociale, nécessite un mouvement social de grande ampleur pour inverser les orientations en cours. Il est de la responsabilité du mouvement social, et des syndicats en particulier, d'impulser et de faire converger les mobilisations existantes pour donner des perspectives d'alternatives progressistes.

Mais le monde syndical ne se porte pas bien : les dissensions internes à la CGT ajoutent encore au paysage déjà brouillé d'un syndicalisme qui ne parvient pas à avancer des propositions d'action pour créer un rapport de forces contre la politique libérale en place.

Dans la FP, l'initiative unitaire à 4 organisations du 18 sur les salaires et l'emploi permet de poser de premiers jalons mais n'est pas de nature à peser suffisamment. Il faudra impulser des mobilisations d'une autre envergure dès janvier.

La semaine d'action de la FSU, avec le temps fort du 22 sur l'éducation, est un rendez-vous important, qui permettra à la fois d'assurer la visibilité de la

de la grande réforme fiscale annoncée,. Et ce gouvernement meurtrier, discrédité, désavoué même au sein de son parlementaire, au plus bas dans les sondages est à l'origine d'une crise politique majeure qui contribue à alimenter une perte de confiance dans le politique et dans l'action collective. Elle alimente également une désespérance sociale qui peut pousser une partie de la population dans les bras de l'extrême droite.

postes consentis, affectés en quasi totalité aux stagiaires et aux allègements en REP, ne permettront pas de faire face à la hausse démographique. Et aujourd'hui, plus de doutes possibles, la promesse des 54 000 postes ne sera pas tenue au vu de la crise du recrutement.

Dans ce contexte, des mobilisations locales ont déjà eu lieu depuis la rentrée et des grèves sont organisées dans une vingtaine de département le 20 novembre, notamment dans le premier degré. Notamment face à la nouvelle carte des REP, installée à moyens constants et qui lèse un certain nombre de réseaux, où le mécontentement gronde.

Pour obtenir des moyens, mettre un frein à la dégradation continue des conditions de travail, obtenir une réforme ambitieuse de l'éducation prioritaire et promouvoir une politique éducative qui permette la démocratisation du système scolaire, la FSU doit s'engager à construire une mobilisation la plus large possible dont une première étape serait une grève nationale en janvier 2015.

fédération, de ne pas laisser la période blanche en terme de mobilisation, et d'affirmer une posture combative de la FSU sur ces questions essentielles. La FSU sera également présente ce même week-end, lors de la manifestation contre les violences faites aux femmes et participera à l'initiative "Pour un avenir solidaire".

Pour autant, il y a une vie après les élections professionnelles. La fédération doit dès maintenant préparer les mobilisations de début d'année et prendre à nouveau l'initiative d'une intersyndicale pour proposer des perspectives d'action. La FSU est favorable à l'organisation d'une grande journée interprofessionnelle unitaire au mois de janvier, sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Elle se dit disponible à cela et veut en discuter avec les autres organisations syndicales. Elle continuera à porter dans l'intersyndicale, avec tous ceux qui partagent son orientation, la nécessité de construire un mouvement social à la hauteur des enjeux pour faire reculer le gouvernement sur ses politiques austéritaires et antisociales.

Les mobilisations ailleurs en Europe, face aux mêmes politiques, peuvent contribuer à ce retour du social. Les dernières manifestations en Belgique (100000 manifestants à Bruxelles le 6 novembre contre les politiques d'austérité), en Angleterre, en Italie, l'annonce d'une grève générale en Grèce le 27, toutes ces initiatives combattives qui ne se résignent pas aux politiques libérales imposées par le pouvoir en place nous donnent espoir.

En France, le collectif AAA réunit des forces de gauche (politiques, syndicales, associatives) pour

Nous n'avons pas d'autre pari à faire que celui du retour du social. Cela implique de poser les jalons d'un mouvement d'ensemble du salariat et donc travailler l'unité dans les cadres revendicatifs qui s'offrent à nous. Faire de nouveau vivre un projet émancipateur pour le salariat et pour la société en articulant tout : analyse sans complaisance de la situation, projets et actions. C'est en portant ce projet que nous pouvons renforcer notre syndicalisme notamment lors des élections professionnelles.

lutter contre les politiques d'austérité et proposer des alternatives. Le mouvement, initié il y a 6 mois à l'occasion de la marche du 12 avril, se poursuit et s'élargit au titre des appelant-es, même si la mobilisation est difficile et encore pas suffisamment ancrée dans la population. Le syndicalisme de transformation sociale dont se réclame la FSU a toute sa place dans un tel mouvement, elle doit s'y inscrire pour y apporter une parole syndicale, celle des salariés, et participer activement à la construction de ce regroupement des forces progressistes, pour y porter des alternatives à la situation actuelle.

C'est un travail de longue haleine, qui demandera de l'énergie. Mais nous ne pouvons plus attendre. Parce que, si nous n'occupons pas le terrain de la transformation sociale, si nous ne faisons pas vivre l'idée que l'alternative se situe dans les choix progressistes, collectifs, qui passent par une autre répartition des richesses et par les solidarités, d'autres orientations, libérales et réactionnaires, continueront de prendre le pas. Et nous n'aurons rien à y gagner et beaucoup à y perdre.